

HÉRODOTE

revue de géographie et de géopolitique

2^e trimestre 1998

N° 89 110 F

ITALIE

LA QUESTION

NATIONALE

Hérodote

revue de géographie
et de géopolitique
n° 89

SOMMAIRE

3. Introduction, *Béatrice Giblin*
17. Question nationale et question démocratique en Italie, *Gian Enrico Rusconi*
39. La mémoire divisée des Italiens, *Mario Isnenghi*
55. Changement social dans une période de changement politique, *Arnaldo Bagnasco*
71. Le régionalisme en Italie : développement économique et changement politique au Nord et au Sud, *Carlo Trigilia*
85. Italie : la crise d'une nation ?, *Innocenzo Cipolletta*
105. Territoire et politique dans l'Italie de l'après-guerre, *John Agnew*
117. La nouvelle géopolitique interne italienne, *Giuseppe Bettoni*
145. L'Italie et sa politique militaire : une relation difficile et tourmentée, *Luigi Caligaris*
159. Deux défis pour la gauche italienne : la défense et la politique étrangère, *Alfio Sciareza*
181. L'indépendantisme sicilien dans le contexte de la crise de l'État italien, *Marc Dana*
209. La réforme de l'État : les avatars du projet constitutionnel (1948-1998), *Hugues Portelli*
217. L'antisémitisme en Italie : les discordances entre la mémoire et l'histoire, *Marie-Anne Matard-Bonucci*



Revue publiée avec le concours du Centre national du livre



Hérodote

DIRECTEUR : YVES LACOSTE

COMITÉ DE RÉDACTION : Béatrice Giblin, Barbara Loyer, Jean-Luc Racine, Charles Lecœur, Stéphane Yerasimos, Frédérick Douzet, Frédéric Encel, Sonia Jedidi, Philippe Subra.

PROCHAIN NUMÉRO

N° 90

DERNIERS NUMÉROS D'HÉRODOTE

- N° 63 : Les territoires de la nation.
- N° 64 : Balkans et balkanisation.
- N° 65-66 : Cela s'appelait l'URSS, et après...
- N° 67 : La question serbe.
- N° 68 : La question allemande.
- N° 69-70 : Démocratie et géopolitique en France.
- N° 71 : L'Inde et la question nationale.
- N° 72-73 : Nation, nations, nationalistes.
- N° 74-75 : Géographie historique.
- N° 76 : Les géographes, la science et l'illusion.
- N° 77 : Maîtriser ou accepter les islamistes.
- N° 78-79 : Japon et géopolitique.
- N° 80 : Périls géopolitiques en France.
- N° 81 : Géopolitique du Caucase.
- N° 82-83 : La nouvelle Afrique du Sud.
- N° 84 : Le cercle de Samarcande.
- N° 85 : États-Unis. Le racisme contre la nation.
- N° 86-87 : Géopolitique d'une Afrique médiane.
- N° 88 : Indonésie : l'orient de l'islam.

Catalogage Électre-Bibliographie

Italie, la question nationale. — Paris : La Découverte, 1998.

ISBN 2-7071-2856-2

Rameau : Italie : politique et gouvernement : 1992-...
nationalisme : Italie : histoire : 1990-...
géopolitique : Italie

Dewey : 320.7 : Science politique (politique et gouvernement). Conjoncture et conditions politiques

Public concerné : Tout public

La nouvelle géopolitique interne italienne

L'exemple de la droite italienne

*Giuseppe Bettoni**

Après les élections de 1996, l'alliance de centre gauche a polarisé tous les débats sur la politique italienne. Certains politologues ont même affirmé que la droite est destinée à connaître une longue période d'opposition. Pourtant, non seulement la droite italienne existe, mais aux élections de 1996 elle obtient le pourcentage le plus élevé.

Il me semble donc nécessaire d'analyser la droite italienne dans la diversité de sa composition et surtout des discours qu'elle tient suivant les différentes zones du pays. Mais, surtout, ma question fondamentale est : quelle a été l'évolution de cette droite, que je pourrais définir comme « plurielle » ?

Au cours des six dernières années, le paysage politique italien n'a cessé de changer, ce qui rend particulièrement difficile la prévision de l'avenir. Les spécialistes de politique italienne voient généralement dans l'arrestation de Mario Chiesa le point de départ de cette dynamique. De quoi s'agit-il ? Ce directeur de maison de retraite publique médicalisée, important militant du Parti socialiste italien, fut arrêté au printemps 1992, après avoir touché un pot de vin de soixante-dix mille francs.

* Centre de recherches et d'analyses géopolitiques, université Paris-VIII. Formation doctorale géopolitique.

Un demi-siècle d'histoire républicaine : l'échiquier politique italien

Quel était le paysage politique italien avant cet événement ? La prédominance de la Démocratie chrétienne (DC) depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale a été le trait dominant qui a caractérisé toute la vie politique italienne au cours des cinquante dernières années. Ce parti était en réalité un archipel composé d'un grand nombre de courants très hétéroclites. L'autre acteur principal était le Parti communiste italien (PCI), dans l'opposition depuis 1947. Le troisième était le Parti socialiste italien (PSI), qui était considéré au cours de la dernière décennie comme le deuxième parti de gouvernement, après la DC. Le dernier acteur principal, enfin, est le Mouvement social italien (MSI), héritier du Parti fasciste de la République de Salò (1943-1945). Ce parti est resté enfermé dans un « ghetto » jusqu'à la moitié des années quatre-vingt et considéré comme un parti infréquentable.

Du point de vue de la géographie politique, on considérait habituellement le pays comme coupé en deux : le Sud, conservateur, où la DC dominait, suivie par le MSI, était opposé au Nord, divisé en une zone rouge au centre, et une zone dominée par la DC au nord-est. Au nord-ouest, le milieu rural était DC et les zones urbaines rouges. Mais sur l'ensemble du Nord, le PSI était aussi bien implanté.

La représentation traditionnelle opposait un Nord « riche, ordonné, productif », ayant une faible pénétration de la criminalité sur son territoire, à un Sud « pauvre, mafieux, entretenu par l'État ». Cette grille reste encore valable, selon moi, pour analyser une partie des représentations utilisées par les partis politiques italiens.

Nous parlions plus haut de l'arrestation de Mario Chiesa, qui a amorcé l'opération « Mains propres ». C'est un des événements qui a déclenché le bouleversement du paysage politique italien, l'autre étant l'effondrement du mur de Berlin.

Pourquoi ces deux événements ont-ils eu un tel impact, et quel est le paysage qui s'est alors composé ? L'opération Mains propres a définitivement délégitimé une classe politique au pouvoir, qui était devenue presque intouchable. Tous parlaient d'une corruption généralisée, mais elle était considérée comme indéracinable. Les enquêtes du Parquet de Milan ont obligé la presque totalité des dirigeants italiens à quitter « leurs fauteuils ». A cela, il faut ajouter que l'écroulement du mur de Berlin a fait disparaître une des raisons d'être principales de la DC : l'anticommunisme. Si, jusque-là, la position italienne sur l'échiquier politique international se prêtait à un quasi-chantage électoral, dont la DC et ses alliés tiraient avantage (« Votez DC pour faire barrière au communisme soviétique »), la fin de la guerre froide mit fin à cette situation. Une fois perdue sa principale raison d'être politique, et délégitimée du fait de l'opération Mains propres, l'écroulement de la DC et de ses alliés a créé un grand vide au cœur de l'échiquier politique italien.

Quelle est la situation politique qui s'est alors construite sur ce vide ?

Après 1992 : évolution de l'échiquier

L'explosion de la DC s'est faite en deux temps. En 1994, la DC se présente aux élections parlementaires comme « Parti populaire italien (PPI) » (opérant ainsi un retour vers le vieux parti d'inspiration catholique fondé avant le fascisme par le prêtre Luigi Sturzo). Il décide de se présenter allié au seul « Patto Segni¹ » tout en gardant sa position de centre, et donc indépendant par rapport à la droite et à la gauche. A cette époque, ce parti catholique subit une première scission, qui donne naissance au Centre catholique démocrate (CCD). Cette formation rejoindra, pour ces élections, les listes de Forza Italia, et sera ensuite membre de l'alliance de droite, mais avec ses propres listes et candidats.

Après ces élections, le PPI subit une seconde scission lorsqu'une partie du groupe dirigeant préféra opérer une alliance avec la gauche, et qu'une autre partie, dirigée par le secrétaire général du PPI, préféra s'allier avec la droite. Après une période au cours de laquelle il y eut deux secrétaires, chacun se voulant le seul, on arriva à la formation du Parti chrétien démocrate uni (CDU), mené par l'ancien secrétaire du PPI, Rocco Buttiglione, qui décida de rejoindre le CCD dans l'alliance de droite. Par ailleurs, le PPI, conduit au début par Gerardo Bianco, et actuellement par l'ancien leader syndical catholique Franco Marini, rejoint l'alliance de gauche de l'Olivier.

En ce qui concerne le PSI, il disparaîtra pratiquement de la scène nationale, après avoir éclaté en quatre factions différentes, certains se tournant vers la gauche, d'autres vers la droite. En réalité, les anciens militants du PSI attendent la constitution d'une grande formation de gauche social-démocrate et européenne, qui devrait se faire à partir de la fusion de tous les éléments qui composent la gauche italienne aujourd'hui, exception faite de Refondation Communiste. C'est ce que l'on appelle la « Cosa 2 ». Ce nom s'explique en référence à la « Cosa » (la « chose »). Lorsque le PCI évoluait vers ce qu'il est devenu, le Parti démocratique de la gauche (PDS), le groupe dirigeant nommait son futur projet la « chose ». Voilà pourquoi ce nouveau projet de rassemblement de gauche, démocrate, qui engloberait aussi les anciens socialistes, voire les républicains, encore sans nom ni dessein politique précis, est appelé « Cosa 2 ». Tout cela sera précisé lors d'un colloque national qui aura lieu au printemps 1998.

1. Du nom de son fondateur Mario Segni, un ancien de la DC, qui décide de fonder ce mouvement en vue d'opérer des réformes institutionnelles. Il est, avec son mouvement, à la base du mouvement qui a abouti, en 1993, à la loi électorale, qui représente le vrai début du changement politique et institutionnel italien.

Le grand parti de l'opposition Italienne, le PCI, comme on le sait, est désormais devenu PDS, après avoir subi la scission de son aile d'extrême gauche, donnant naissance à Refondation Communiste (RC). Le PDS forme aujourd'hui avec le PPI le noyau central de l'alliance de gauche appelée l'Olivier.

En fait, le vrai changement sur l'échiquier politique italien vient de la droite.

Jusqu'en 1994, l'Italie était considérée comme sans droite véritable, étant donné que le seul parti se définissant officiellement comme tel, le MSI, était exclu de la vie politique officielle, tout en occupant de nombreux sièges au Parlement. C'est avec la naissance du mouvement Forza Italia que l'entrepreneur milanais Silvio Berlusconi donna lieu à un rassemblement tout à fait original. Il a été, pendant toutes les années quatre-vingt, allié du PSI et ami personnel de Bettino Craxi. Mais au lendemain des élections municipales de 1993, Berlusconi se déclare en faveur de Gianfranco Fini², leader du MSI, lance son mouvement, Forza Italia, de droite modérée, et devient le nouvel acteur principal de la vie politique italienne.

L'autre acteur directement impliqué dans l'évolution de la droite italienne est le MSI, qui deviendra Alliance Nationale (AN) après son congrès de février 1995 à Fiuggi. C'est à cette date que l'ancien héritier du fascisme récuse une partie de ses origines, reconnaît le rôle principal de la Résistance, pour essayer de devenir un vrai parti de la droite démocratique.

Après l'éclatement de la DC, ses électeurs, majoritairement de droite modérée, se sont tournés vers le FI, l'AN, la Ligue du Nord et le CCD-CDU. Cela n'exclut pas que certains électeurs soient restés au PPI, alors que d'autres ont totalement changé de parti politique : toutefois, ici nous nous intéressons particulièrement aux électeurs de droite.

Ce partage des électeurs dans les différentes formations entraîne une certaine bipolarisation de la vie politique italienne : un pôle de centre gauche qui va de RC à l'extrême gauche jusqu'au PPI et au centre ; et un pôle de centre droit, allant de l'AN au CDU-CCD. Quant à la Ligue du Nord, qui ne fera partie du pôle de droite que pendant l'expérience du gouvernement de Silvio Berlusconi en 1994, elle ne peut être rattachée ni à l'une ni à l'autre alliance, même si beaucoup de sociologues pensent que son électorat est en grande majorité composé d'électeurs de centre droit.

L'idée commune est que ce découpage aurait été fait pour favoriser l'adaptation à la nouvelle loi électorale de 1993, qui institua les élections à scrutin majoritaire.

2. Gianfranco Fini était candidat à la mairie de Rome. Il surprit tout le monde avec un score de presque 50 % au deuxième tour. Le MSI devint le premier parti de la capitale.

ritaire à un tour unique. Ce qui contraint tous les partis à former une coalition pour l'emporter sur les adversaires. Mais cette loi, très imparfaite, ne concerne que l'élection de 75 % des députés au système majoritaire, le reste étant élu selon l'ancien scrutin proportionnel, avec un seuil minimal de 4 %, ce qui a favorisé le maintien de nombreux petits partis. Aussi, les formations politiques sont aujourd'hui plus nombreuses que lorsque le système proportionnel était en vigueur. Mais pis encore, le poids de leur chantage s'est accru, car c'est fréquemment grâce à une poignée de votes que l'on attribue un siège au Parlement. Pour cette raison, même les votes des petits partis deviennent indispensables pour la réussite d'un candidat au sein d'une coalition. Une situation de « marchandage » s'est alors créée. Dans les circonscriptions très disputées entre la gauche et la droite, l'appui d'un petit parti devient fondamental : il donnera son appui contre un siège pour un de ses candidats dans une circonscription sûre. Cela fut le cas, en 1994, pour la Ligue du Nord. Avec un score qui dépassait à peine 8 %, le parti de Bossi avait le groupe parlementaire le plus important à la Chambre des députés (ses membres étaient plus d'une centaine). Dans la Chambre basse, la Ligue était ainsi plus représentée que Forza Italia, qui avait un score national supérieur à 20 %.

Si nous regardons avec plus d'attention la dynamique des partis politiques italiens, nous pourrions noter un déplacement qui n'a pas toujours respecté la dichotomie droite/gauche. Ce phénomène est plus apparent au niveau local.

Si, au niveau national, les prises de position des différents leaders politiques semblent avoir respecté à peu près correctement la répartition idéologique centre droit et centre gauche, telle qu'elle était définie avant 1993 (quoique nombre de socialistes aient quitté la gauche pour la droite, en épousant les causes du libéralisme), il n'en est pas de même au niveau local.

A cette échelle, la disparition de partis comme la DC et le PSI a éparpillé toute une classe dirigeante locale, qui se déplace sur l'échiquier politique non pas selon les critères de la logique idéologique, mais plutôt suivant une logique opportuniste, celle qui les mène le mieux vers le « sommet du pouvoir ». Cette dynamique est actuellement en cours, et elle est loin d'être stabilisée.

Une poussée centripète

Au niveau national, une autre dynamique est en train de se produire : il s'agit de reconstituer un éventuel parti du centre. Cet objectif est particulièrement poursuivi par les modérés de droite, perdants aux dernières élections, mais il l'est aussi par des modérés de gauche, pourtant vainqueurs en 1996. Après ces dernières élections, le pôle de droite a quelque difficulté à maintenir sa coalition, alors que

les partis catholiques de droite (et aussi une bonne partie des catholiques de gauche) cherchent à constituer une nouvelle formation centriste. Pour ce faire, ils ont fait appel à Francesco Cossiga, ancien président de la République (1985-1992) et donc sénateur à vie. Si pendant les dernières années de son mandat, Cossiga a manifesté une certaine entente avec le MSI, au point de devenir l'interlocuteur privilégié de Fini et l'une des clés de la sortie du ghetto pour les ex-fascistes, il n'en va plus de même aujourd'hui. Depuis quelques mois, Cossiga cherche à construire une nouvelle formation centriste, qui puisse héberger tous les modérés italiens et qui concurrencerait directement l'alliance de centre gauche. Il affirme clairement que, dans cette « formation », tous les modérés seront les bienvenus, autant à droite (CCD, CDU et surtout FI) qu'à gauche (PPI), pour devenir l'alternative au PDS. Mais cette formation n'englobera pas AN qui, en revanche, aura « le même rôle que celui joué en France par le FN de Le Pen³ ». Cette comparaison avec le FN repousserait AN dans un nouveau ghetto, pour le priver de tous les votes modérés conquis jusque-là.

La tentative de reconstruire un parti centriste exploite aussi les divergences entre le PDS et le PPI. Cela a été le cas à la Chambre des députés lors du vote au sujet de l'arrestation de Gianfranco Previti⁴. A cette occasion, une partie du PPI s'est prononcée contre cette arrestation, avec les parlementaires catholiques de droite. On a crié à la DC ressuscitée. Ajoutons que le PPI est favorable à la réduction du pouvoir des juges, alors que le PDS reste favorable aux procès contre l'ancienne classe dirigeante du pays. Toute cette situation donne lieu à un axe étonnant entre le PDS d'un côté et l'AN de l'autre. Les deux partis, normalement opposés, se retrouvent lutter ensemble pour l'aboutissement des réformes menées par la Commission bicamérale⁵. Cela parce que ces réformes (bien qu'encore imparfaites) représentent la seule vraie opportunité pour ces deux partis de figer le système bipolaire, en s'assurant ainsi le rôle principal dans la vie politique future du pays.

3. Déclaration faite par Francesco Cossiga au quotidien *Corriere della Sera*, diffusée sur Internet par l'agence de presse ASCA, 28 janvier 1998, 18 h 35.

4. Avocat, ancien ministre de la Défense dans le cabinet Berlusconi et son avocat personnel. Il est accusé d'avoir corrompu plusieurs juges pour empêcher la mise en examen de Berlusconi dans plusieurs affaires.

5. La Commission bicamérale a travaillé en 1997 pour préparer un projet de réforme constitutionnelle qui sera voté en 1998.

Chronique d'un changement annoncé

Ce changement, encore en cours dans le paysage politique italien, a bien été provoqué par l'opération Mains propres et l'écroulement du mur de Berlin, le premier faisant partie de ces phénomènes inscrits dans les temps courts, et le second, dans les temps longs. Nous tenons à souligner cet aspect car la lecture du cas italien doit être faite à différentes échelles : locale et nationale pour ce qui concerne le côté spatial, et temps long et temps court pour ce qui concerne le côté temporel.

Dans la lecture des temps courts, tout nous laisse penser que l'électorat italien a commencé à changer lorsque l'offre politique (c'est-à-dire les partis et leurs candidats) a elle-même commencé à changer, sous la pression du travail des juges. Ce changement s'est produit à partir des élections municipales de 1993. Mais en réalité, une lecture plus attentive des résultats électoraux des années quatre-vingt aurait montré que le changement avait commencé bien avant. Cette remarque est due à Corbetta et Parisi⁶. Les deux politologues de l'Institut Cattaneo montrent que, depuis les années quatre-vingt, à chaque élection, plus de 30 % des votes changeaient de parti. Mais les partis politiques ne tenaient aucun compte de ces changements, et reproduisaient toujours la même alliance. Enfin, quand l'alliance électorale ne fut plus assez puissante et qu'une bonne partie des acteurs fut mise en examen par les juges, le changement a pu se manifester, aidé par la nouvelle loi électorale de 1993.

Dans ce contexte historique et politique, continuer à analyser l'Italie avec la vieille grille de lecture Nord/Sud est devenu insuffisant, sinon impossible et incapable d'expliquer l'implantation des partis et leurs alliances. Le Nord et le Sud ont longtemps été considérés comme étant intérieurement homogènes. Depuis désormais presque vingt ans, cette représentation a été critiquée, bien qu'elle ne soit pas complètement abandonnée.

Le premier à mener cette critique de l'opposition Nord/Sud a été Arnaldo Bagnasco⁷, à la fin des années soixante-dix, mettant en évidence un troisième ensemble, cela se trouvant caractérisé par la forte présence de PME, qui comprend la zone rouge⁸ de l'Italie centrale et le Nord-Est catholique (dit « zone blanche » parce qu'ancien fief de la Démocratie chrétienne).

6. P. Corbetta et A. M. L. Parisi, *Cavalieri e fanti*, Il Mulino, Bologne, 1997.

7. A. Bagnasco, *Tre Italie*, Il Mulino, Bologne, 1977.

8. Zone rouge : Ombrie, Toscane, Émilie-Romagne. Historiquement régions gouvernées par la gauche.

Selon Bagnasco, cet ensemble est caractérisé par une forte implantation des deux grands partis italiens (PCI dans la zone rouge et DC dans la zone blanche). Cette forte implantation dans toute une région a permis le développement d'une solidarité entre les réseaux, soit entre les communes, soit entre les différents niveaux du pouvoir, à savoir les communes, les provinces et les régions. Ajoutons que, dans ce contexte, le PCI et la DC tenaient le même discours parlant de solidarité et d'efficacité. Ces deux partis se fondaient sur une vision universelle et socialement égalitaire, respectivement le communisme et le catholicisme. C'est pourquoi dans deux zones différentes, poursuivant deux buts différents, ils ont développé le même tissu économique et social, favorisant toutes les infrastructures nécessaires à la naissance et à la croissance des PME. A cela, il faut ajouter le réseau dense des petites communes et la permanence d'une solidarité horizontale à laquelle faisait référence Putnam dans son travail. Bagnasco, dans l'article publié dans ce même numéro⁹, va au-delà de sa première répartition. Il considère désormais comme insuffisante non seulement la dichotomie Nord/Sud, mais aussi la vision d'un Mezzogiorno compact et homogène. Il prend alors pour hypothèse l'existence de deux Sud, l'un tyrrhénien et l'autre adriatique; seul ce dernier serait doté d'un réseau de PME.

Cette partition de l'Italie, obtenue en ne prenant en compte que les PME en tant que facteur modélisateur, nous pousse à multiplier les variables que Bagnasco prend en considération, pour mettre finalement en lumière une plus grande diversité du territoire. Si, par exemple, la densité des communes est un facteur intervenant dans les zones considérées comme favorables au développement des PME, ne faut-il pas alors se pencher sur le cas de Salente, qui connaît une assez forte densité de communes par rapport à sa région ? De même, l'influence de la culture grecque et l'identité née de la Grande-Grèce ne participent-elles pas de cette diversité du Salente ? En effet, à Lecce, cette « origine commune » d'ancienne colonie grecque fait de cette province une « île » différente dans sa région, les Pouilles. Le dialecte complètement différent du reste de la région, le réseau des petits villages qui encerclent la ville principale, sont reconnus comme des facteurs de reconnaissance identitaire par tous les habitants des 97 communes composant la province : tout cela a contribué à bien identifier les habitants de la province, qui développent une forte solidarité (celle d'être *Leccesi*).

Mais un autre élément peut s'ajouter à l'analyse suggérée par Bagnasco. Ce dernier envisage l'existence de deux Mezzogiorno, chacun d'eux étant homogène.

9. A. Bagnasco, « Changement social dans une période de changement politique », *Hérodote*, La Découverte, Paris, 1997.

En fait, ces ensembles territoriaux homogènes existent, mais ils sont territorialement discontinus. Cela implique que les éléments caractérisant un ensemble (par exemple, la présence des PME, variable fondamentale pour le Mezzogiorno adriatique d'après Bagnasco) peuvent ne pas donner lieu à un ensemble continu, mais se retrouver éventuellement « en taches de léopard ». Je parle d'une micro-géopolitique culturelle, économique et politique.

Avant de parler de ce type de micro-géopolitique, il nous faut revenir aux deux niveaux d'analyse. Nous pouvons différencier un niveau national et un niveau local. D'habitude, on croit que le discours d'un parti tenu au niveau national est identique à celui tenu au niveau local ; la seule différence résiderait dans le fait qu'au niveau local on voit mieux des phénomènes que l'on aperçoit moins bien au niveau national. Comme si le niveau local était une simple loupe qui nous permettrait de mieux voir. C'est pourtant le contraire dans certains cas. L'exemple des partis politiques nous aide à mieux expliquer cette situation.

Le double discours national des partis politiques

Un parti politique peut avoir une position au niveau national qui ne corresponde pas à une certaine position au niveau local. Cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'une simple adaptation de la ligne nationale au niveau local. En vérité, il s'agit d'un véritable double discours national-local. Prenons l'exemple de Fini¹⁰ qui, lors d'une intervention publique à Turin durant la campagne pour les élections législatives de 1996, affirme que, pour le même travail, trois fonctionnaires suffiraient au lieu des dix employés en fait par l'Etat. Quelques jours plus tard, mais à Naples cette fois, il insiste sur la nécessité de ne pas réduire le rôle de l'Etat dans l'économie et le poids de ses infrastructures. Cette attitude a été jugée par tous les médias italiens comme une démarche populiste et démagogique ayant pour seul objectif de conquérir des voix.

Le discours de Fini, qui d'un point de vue éthique peut sembler contradictoire souligne la prise en considération d'une spécificité territoriale par l'organe national. Dans le premier cas, il parlait à des commerçants et artisans qui ne supportent plus le haut niveau des impôts. Après avoir trouvé toutes sortes d'astuces pour payer moins d'impôts, ces petits commerçants et ces artisans se trouvent face à un Etat qui, d'une part, a dû augmenter les impôts et, d'autre part, laisse toujours

10. Gianfranco Fini, ancien secrétaire général du MSI et principal acteur de la transformation de ce dernier en Alleanza Nazionale. Il est actuellement député et président national de AN.

moins de possibilités pour éviter de les payer. Pour eux, donc, il est primordial de baisser les charges de l'État, de telle sorte qu'ils soient moins imposés. Et le meilleur moyen pour y arriver, selon eux, est la réduction du nombre des fonctionnaires, accusés de plus d'être particulièrement inefficaces.

La seconde situation se présentait lors d'un meeting avec les chômeurs de Naples. Il est clair que, dans ce cas, le discours que les chômeurs voulaient entendre était totalement opposé. Depuis toujours, Naples est une ville où l'intervention de l'État est primordiale, soit pour le financement direct des travaux publics, soit par la possibilité d'embauche dans la fonction publique.

Les exemples de Turin et de Naples démontrent que l'AN poursuit des stratégies locales différentes. Si les journalistes en ont été scandalisés, il ne faut pas oublier que tous les partis italiens, DC et PCI en tête, ont eu la même attitude que l'AN. En plus, le décalage entre niveau local et national ne trouve pas forcément ses racines dans la dichotomie Nord/Sud.

Si la dichotomie Nord/Sud a commencé à être remise en cause par plusieurs professeurs italiens, il est aussi vrai que certains chercheurs la considèrent comme encore valable. Ainsi en 1994 encore, on présentait la Ligue du Nord comme un parti du Nord et l'AN comme un parti du Sud, cela n'est plus exact.

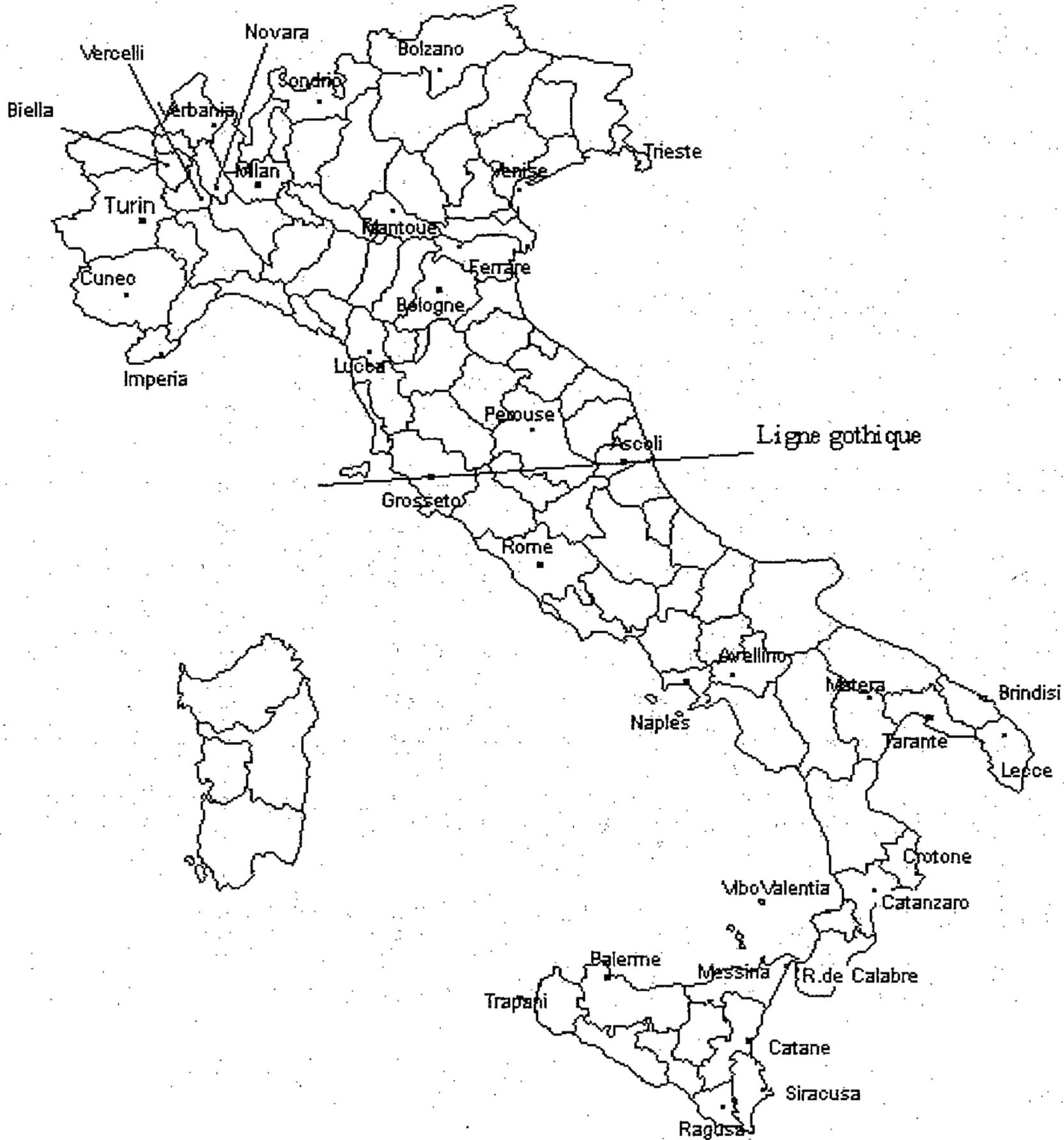
Ainsi l'AN recueillait, en 1994, 5 199 916 voix dans tout le pays ; 44 % de ces votes venaient du Sud, 22,7 % du centre et 33,2 % du Nord¹¹. Le Nord et le centre font déjà plus que le Sud.

En 1996, l'AN recueillait 5 857 995 votes au niveau national. Mais cette fois la répartition des voix est différente : 44 % au Nord, 33 % au Sud et 23 % au Centre. Presque 700 000 voix supplémentaires, et toutes obtenues dans des régions du Nord. Dans le Sud, l'AN perd 150 000 voix, la plupart dans les Pouilles. On peut trouver une raison particulière à cela. En 1994, Forza Italia¹² n'a pas pu présenter de listes en raison d'une erreur au moment de recueillir les signatures nécessaires ; il avait alors donné pour consigne à ses électeurs de voter pour l'AN, produisant ainsi un véritable dopage du score de ce dernier. Lorsqu'en 1996, FI parvient à proposer des candidats, l'AN retrouve son pourcentage réel, toutefois assez élevé, mais néanmoins plus bas qu'en 1994 et FI est devenu le premier parti des Pouilles.

11. Le Sud regroupe les régions suivantes : Sardaigne, Sicile, Calabre, Basilicate, Puglia, Campanie, Molise et Abruzzes. Le Centre est composé de : Lazio, Marche et Ombrie. Les régions qui restent constituent le Nord.

12. Le parti politique mis en place par Silvio Berlusconi en 1994.

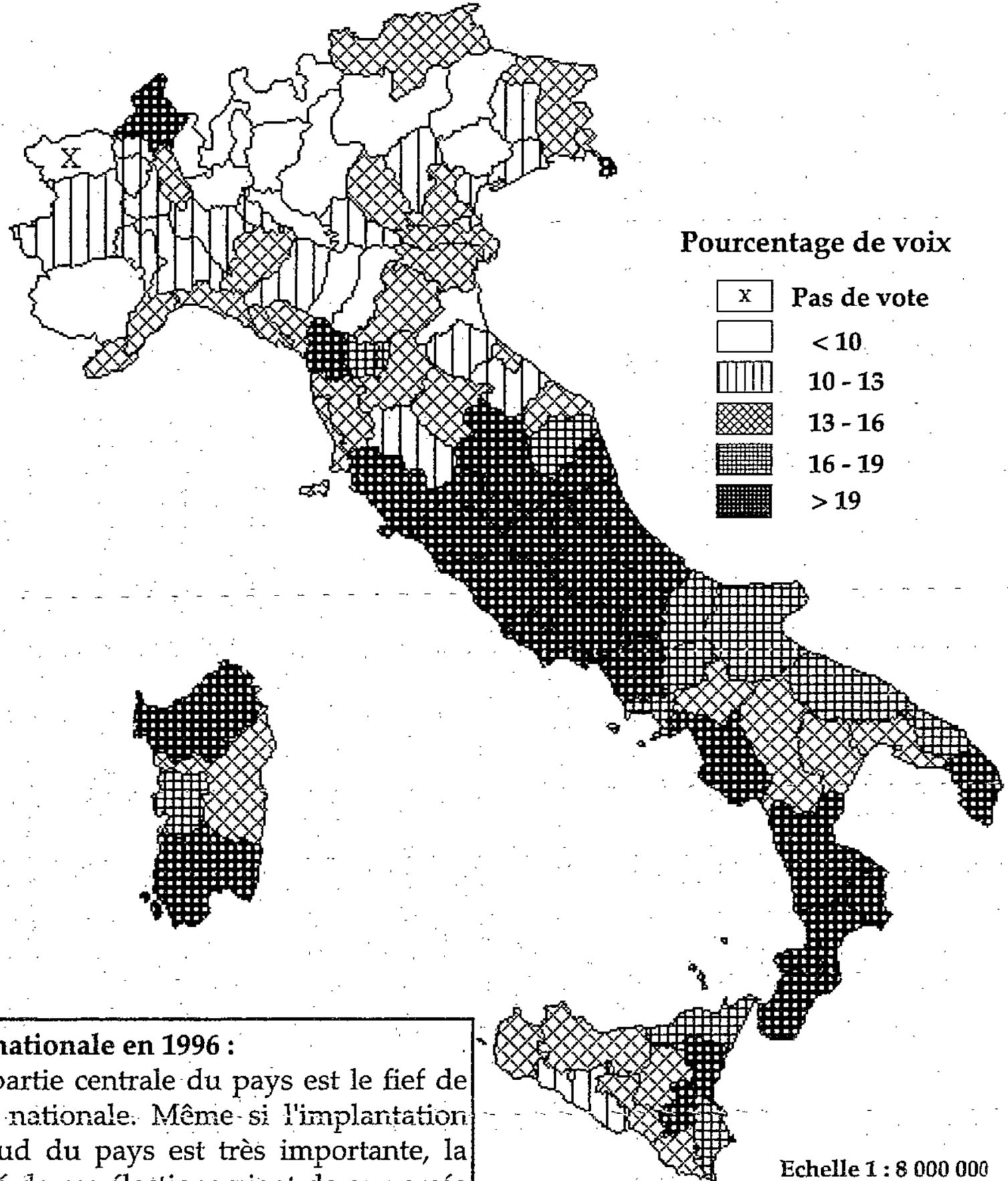
Provinces d'Italie



Echelle 1 : 8 000 000

G. Bettoni, octobre 1997 (7)

Répartition des voix de l'Alliance nationale par province Elections législatives de 1996

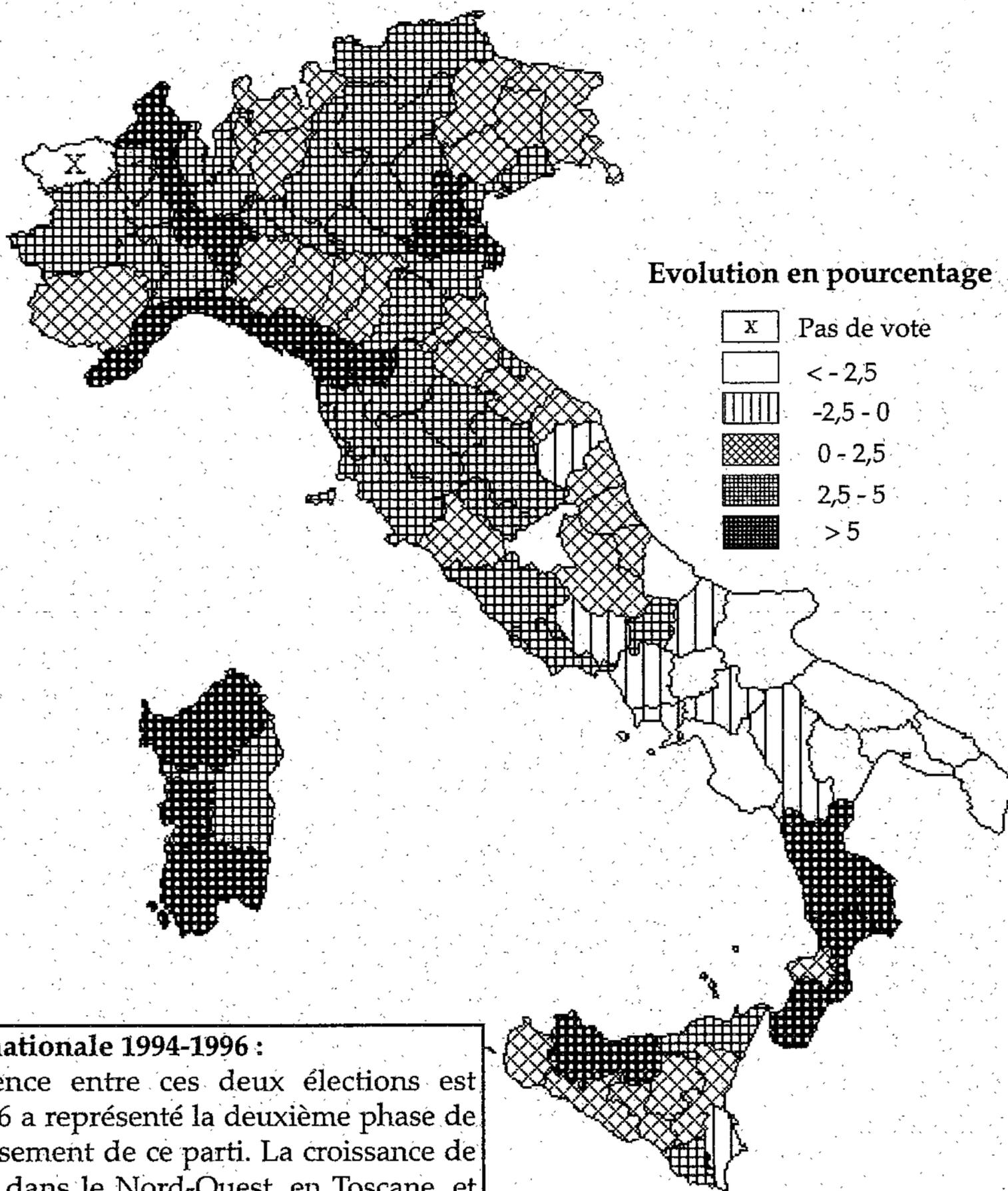


Alliance nationale en 1996 :

Toute la partie centrale du pays est le fief de l'Alliance nationale. Même si l'implantation dans le sud du pays est très importante, la nouveauté de ces élections vient de sa percée dans le Nord : le Sud de la Vénétie, le Nord-Est, et surtout la Toscane et la Ligurie, des zones pourtant traditionnellement rouges.

G. Bettoni, octobre 1997 
Source : Ministère de l'intérieur, Italie

Evolution de l'Alliance nationale entre 1994 et 1996



Echelle 1 : 8 000 000

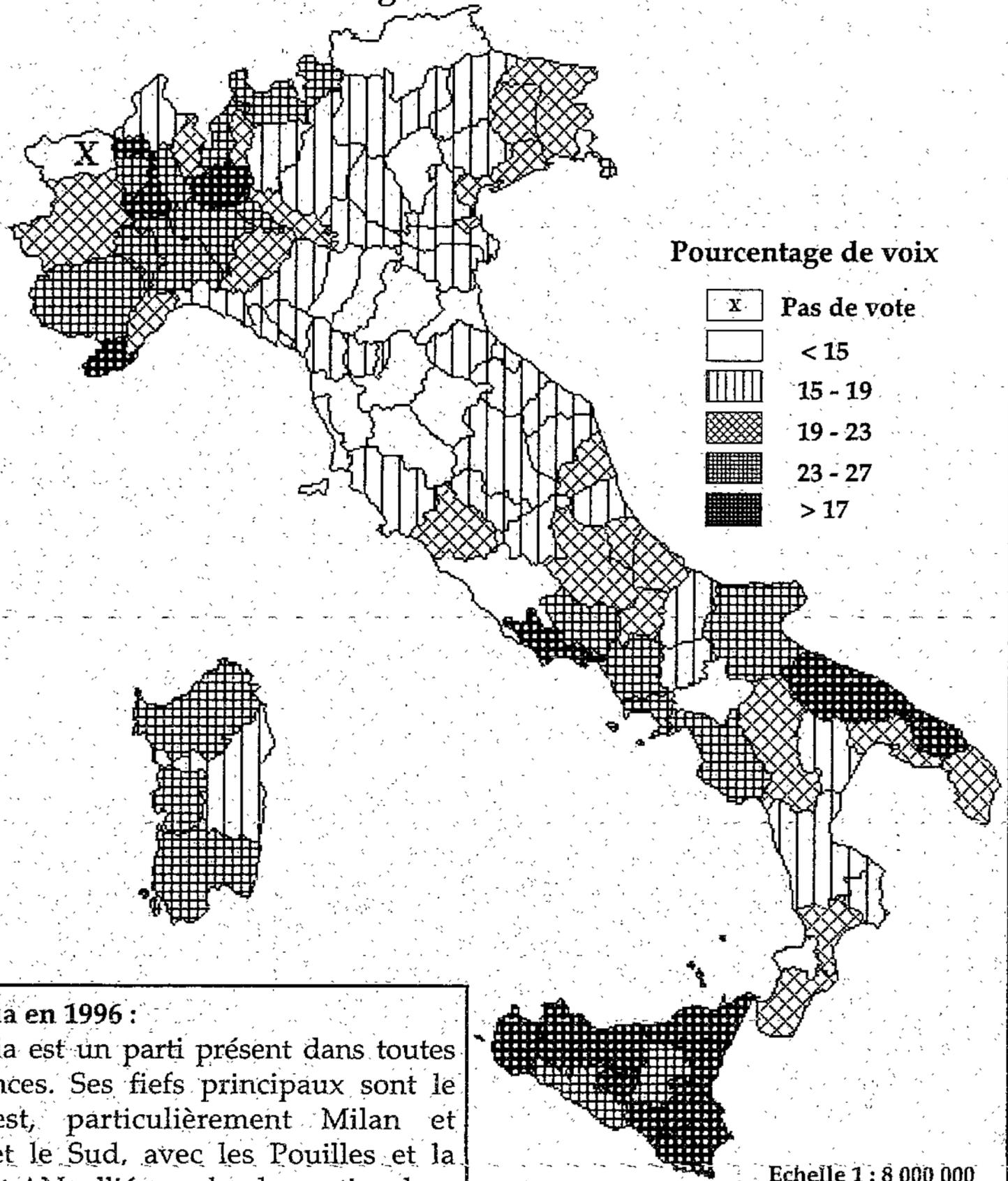
G. Bettoni, octobre 1997

Source : Ministère de l'intérieur, Italie

Alliance nationale 1994-1996 :

La différence entre ces deux élections est nette : 1996 a représenté la deuxième phase de l'épanouissement de ce parti. La croissance de ses scores dans le Nord-Ouest, en Toscane, et dans le Nord-Est est sans doute liée au déplacement de FI vers AN, et au passage de l'image d'un parti à implantation régionale à un parti d'implantation nationale.

Répartition des voix de Forza Italia par province Elections législatives de 1996



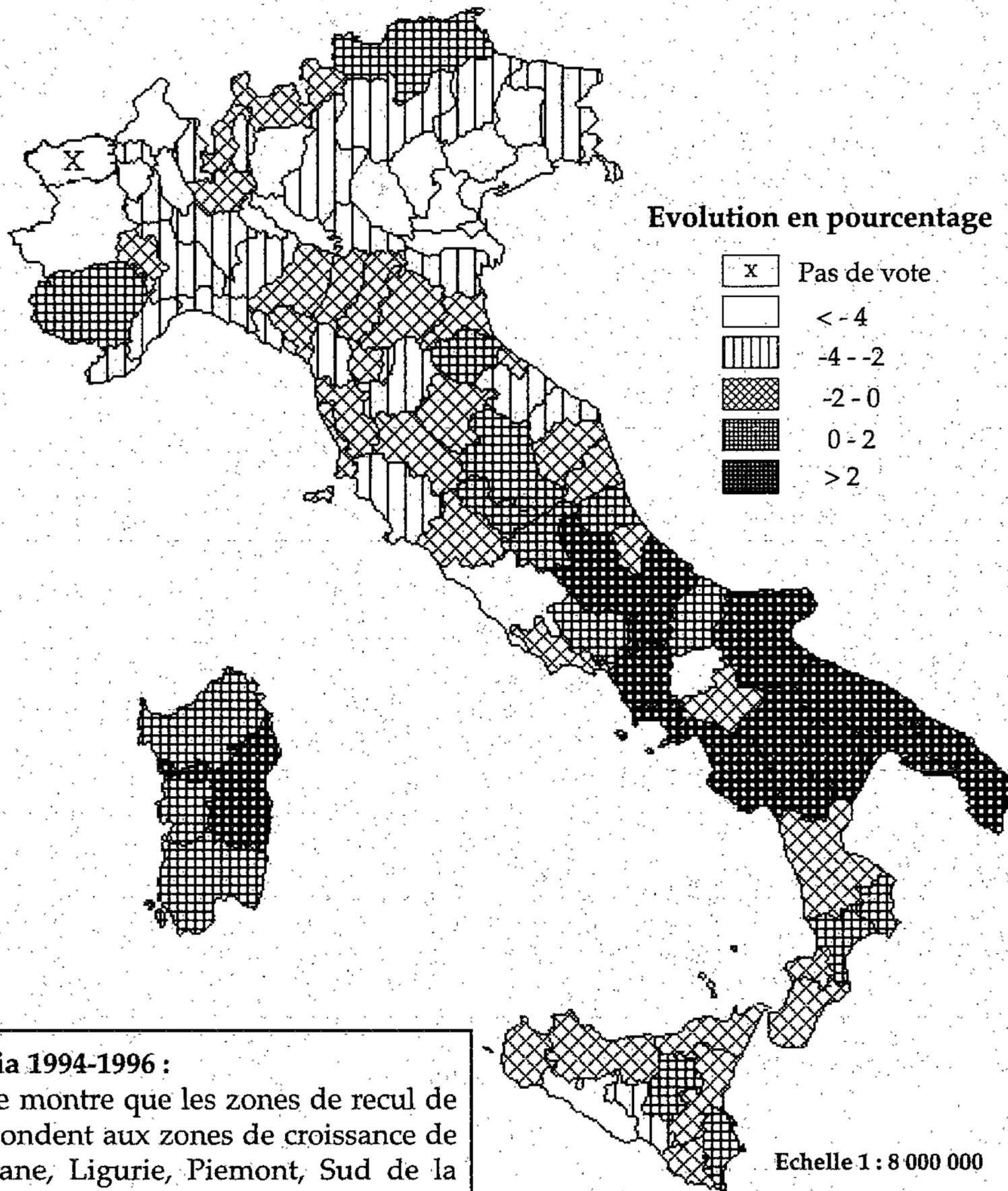
Forza Italia en 1996 :

Forza Italia est un parti présent dans toutes les provinces. Ses fiefs principaux sont le Nord-Ouest, particulièrement Milan et Novara, et le Sud, avec les Pouilles et la Sicile. FI et AN, alliés sur le plan national, se trouvent en situation de concurrence au niveau local, notamment dans les provinces du Nord-Ouest.

Echelle 1 : 8 000 000

G. Bettoni, octobre 1997 
Source : Ministère de l'intérieur, Italie

Evolution de Forza Italia entre 1994 et 1996



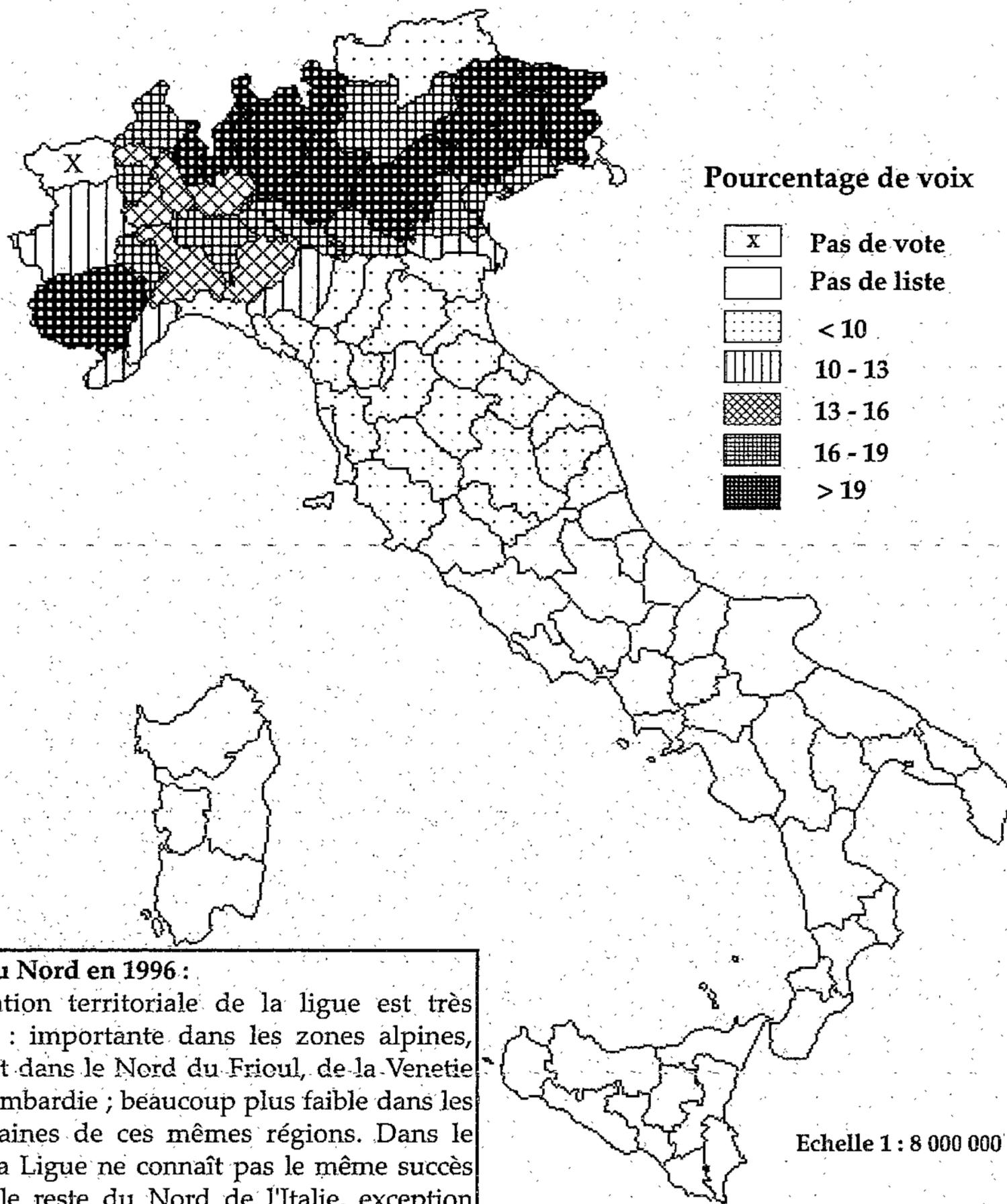
Forza Italia 1994-1996 :

Cette carte montre que les zones de recul de FI correspondent aux zones de croissance de AN (Toscane, Ligurie, Piemont, Sud de la Venetie) et de la Ligue du Nord (Nord-Est). En revanche, FI renforce ses positions en Sardaigne et Basilicate.

G. Bettoni, octobre 1997

Source : Ministère de l'intérieur, Italie

Répartition des voix de la Ligue du Nord par province Elections législatives de 1996



La ligue du Nord en 1996 :

L'implantation territoriale de la ligue est très contrastée : importante dans les zones alpines, notamment dans le Nord du Frioul, de la Venetie et de la Lombardie ; beaucoup plus faible dans les zones urbaines de ces mêmes régions. Dans le Piémont, la Ligue ne connaît pas le même succès que dans le reste du Nord de l'Italie, exception faite de la province de Cueno. Elle est absente dans le Sud.

Echelle 1 : 8 000 000

G. Bettoni, octobre 1997

Source : Ministère de l'intérieur, Italie

Cela montre que l'AN n'est pas seulement un parti du Sud, mais au contraire un parti bien implanté dans tout le pays, qui porte une attention particulière aux diversités locales.

Et que dire du « parti du Nord » ? Sans entrer dans les détails, il suffira de rappeler que la Ligue du Nord est bien implantée dans le Nord-Est et surtout dans la partie préalpine. Elle est loin d'arriver à conquérir une ville importante du Nord. Il est vrai que Milan a eu pendant quatre ans un maire de la Ligue du Nord, mais il est aussi vrai que, en 1994, après la rupture de l'alliance entre FI et la Ligue, ce dernier n'a plus été capable de reconquérir une majorité dans la capitale de la Lombardie. Depuis 1997, le maire est FI et l'adjoint est de l'AN. La présence de la Ligue n'est pas du tout uniforme, et plus on va vers l'ouest, plus son implantation est faible. Ses dirigeants ne cachent pas une certaine prédilection pour le nord-est de l'Italie. Comme la Ligue n'augmente pas ses scores dans le Nord-Ouest, les dirigeants continuent à produire des discours privilégiant le Nord-Est. L'exemple du choix de la ville candidate italienne aux jeux Olympiques d'hiver de 2006 est significatif. Deux villes étaient candidates : Turin et Venise. Le Comité olympique italien a choisi Turin. Mais la Ligue du Nord n'a pas apprécié ce choix, et son président, Stefano Stefani, a qualifié cette nomination de « page honteuse du sport italien ». Ils considèrent que ce choix a privilégié la ville de Gianni Agnelli (le patron de Fiat) et donc, pour lui, c'est le choix d'une « logique romaine qui vise à favoriser les grand patrons, soutenue par la gauche ». Pour M. Stefani, cela signifie que « les habitants de la région vénitienne doivent travailler, payer leurs impôts et se taire¹³ ». Comme si la ville de Turin n'était pas autant une ville du Nord que Venise et toutes les villes qui auraient dû participer au projet, dans la région vénitienne.

Cette prédilection de la Ligue pour le nord-est de l'Italie est confirmée par les dernières déclarations d'Umberto Bossi, son leader charismatique. A l'occasion d'un colloque sur le fédéralisme, organisé par le procureur de la République de Venise, dans la ville des doges, Umberto Bossi appelait Venise « la capitale de la Padanie¹⁴ ». Que reste-t-il de la polémique, qui a intéressé les militants de la Ligue, sur la désignation de Mantoue comme capitale et siège du Parlement de la Padanie, préférée à Milan, capitale naturelle de la « république du Nord » ?

13. Déclaration recueillie par l'agence de presse ASCA le 28 janvier 1997 et diffusée sur Internet le même jour à 18 h 38.

14. Bonerandi ENRICO, « Veneto, duello tra lega e AN », *La Repubblica*, 7 février 1998, p. 15.

Étude des casAlliance nationale Nord-Sud ?

Piero Ignazi¹⁵ décrit le MSI comme un parti principalement implanté dans le Sud. Il considère l'AN comme l'héritière à part entière du MSI, et donc de toutes ses caractéristiques¹⁶. Pourtant, si on lit attentivement une carte électorale du parti de G. Fini, l'interprétation ne semble pas si simple. Certes, aux élections parlementaires de 1994, les premières auxquelles le MSI participe sous le double sigle MSI-AN, le parti connaît son plus grand succès dans le sud de l'Italie. Dans le Nord, l'électorat semble encore hésitant à l'égard d'un parti considéré jusque-là comme un parti fasciste. Il obtient plus de 20 % des voix dans le Latium, le sud des Marches, les Abruzzes, dans une majeure partie de la Campanie. Dans le Nord, sa progression est beaucoup plus faible : cette carte confirme de fait la répartition dichotomique de l'Italie.

Mais dès les élections parlementaires de 1996, la situation s'est modifiée. L'AN connaît un succès électoral dans le Nord mais, dans le même temps, elle est en perte de vitesse dans une bonne partie du sud du pays. Seul le score de la province de Lecce parvient à dépasser les 20 %. Le reste des Pouilles ne franchit pas cette barre, et plus précisément Brindisi et Tarente se maintiennent aux alentours des 15 %. FI, dans les cinq provinces de la région, dépasse le score des 20 % avec des pointes à près de 30 % des suffrages, sans toutefois jamais les atteindre (Bari et Brindisi). De même, en Basilicate, l'AN ne dépasse pas la barre des 15 %. La chute est particulièrement importante, toujours par rapport aux élections de 1994, dans la province de Matera, où ce parti avait connu un score supérieur à 20 %. Il semble nécessaire d'ajouter que cette région est le fief d'un ancien leader de la DC : Emilio Colombo¹⁷.

L'AN en Sicile

La représentation classique de l'AN veut qu'elle soit bien implantée en Sicile. Depuis toujours, on considérait le MSI puis l'AN comme étant plus confortablement installés dans l'est que dans l'ouest de l'île. Cette analyse était due au dé-

15. P. IGNAZI, *Il Polo escluso*, op. cit.

16. P. IGNAZI, *Postfascisti ?*, Il Mulino/Contemporanea 73, Bologne, 1994.

17. Président du Conseil du vingt-huitième gouvernement du 6 août 1970 au 15 janvier 1972 et plusieurs fois ministre de la République.

coupage, selon l'ancienne loi électorale, en deux circonscriptions¹⁸. De ce fait, le pourcentage important des voix obtenues à Catane compensait une plus faible présence dans le reste de la circonscription. Cela a longtemps masqué la véritable géographie de la droite en Sicile. En 1996, l'AN franchit la barre des 20 % dans la seule province de Catane, se maintient entre 15 % et 20 % à Trapani, Palerme, Messine, Raguse et Syracuse, et reste bien au-dessous des 15 % dans les trois autres provinces de l'île.

On voit se dessiner ainsi une « équerre » composée des provinces où l'AN obtient ses scores les plus importants. Si l'on applique cette démarche aux résultats obtenus à toutes les élections auxquelles a participé le MSI, on remarque une certaine continuité de cette géographie. L'« équerre » composée par les six provinces citées précédemment se dessine encore plus nettement lorsqu'on procède à la même analyse sur les scores de FI : en effet, sur cinq des six provinces, le parti de Berlusconi franchit largement la barre des 30 % (sauf à Raguse, où il obtient 27,55 %). Cette nouvelle répartition électorale en Sicile, qui n'est plus partagée entre est et ouest, nous incite à mener de nouvelles recherches qui aboutiront à de nouvelles interprétations. Une des hypothèses est celle proposée par Antonio Lo Presti¹⁹ : la partie riche, l'« équerre », opposée à la partie pauvre de la région. L'AN est en effet mieux installée dans la partie la plus urbaine et dynamique de la Sicile. Au contraire, les zones rurales et plus pauvres sont normalement plus conservatrices et liées à un type de vote clientéliste, ce qui aurait aidé l'implantation de Forza Italia, parti considéré comme le substitut parfait de l'ancienne DC.

La Calabre

Dans le sud de l'Italie, seule une région enregistre, aux élections parlementaires de 1996, une progression de l'AN : la Calabre. Dans les cinq provinces de cette région, ce parti dépasse largement les 20 %, sauf la province de Crotonne où il frôle les 20 %. En 1970, le MSI a connu un sursaut fondamental pour son histoire à l'occasion de la révolte de Reggio de Calabre. Cette même année, le gouvernement italien décidait des différentes capitales qui devaient abriter le siège du conseil régional et de toute son administration. Le critère principal du choix s'était alors fondé sur la présence de la cour d'assises (il en existe une par région). En

18. Messine, Catane, Raguse, Syracuse, Enna, Caltanissetta à l'est, Palerme, Trapani et Agrigente à l'ouest.

19. Avocat quadragénaire, député de la circonscription de Palerme et depuis longtemps leader du MSI puis de l'AN dans cette même province.

Calabre, la cour siégeait à Catanzaro où elle avait été transférée à la suite du tremblement de terre survenu au début du XX^e siècle. La population de Reggio de Calabre, se considérant comme la véritable capitale régionale, refusa le choix de Catanzaro : une révolte sanglante éclata et la ville connut un état de siège durant dix mois. Conduite à son début par un comité de citoyens, elle sera prise en main par le MSI et plus particulièrement par son leader charismatique local, Ciccio Franco. Cet événement majeur a assuré au MSI un véritable succès électoral jusqu'à la fin des années soixante-dix, qui s'estompera dès le début des années quatre-vingt. Néanmoins le MSI, puis plus tard l'AN bénéficieront d'une légitimité jamais remise en cause et leur assurant au niveau régional le score le plus important de l'Italie du Sud.

C'est dans cette même région que FI, pour sa part, obtient ses plus bas pourcentages dans le Sud. Ils ne franchissent pas la barre des 20 %, sauf dans la province de Catanzaro, avec un minimum de 14,41 % dans la province de Vibo Valentia.

Tout cela confirme l'hypothèse selon laquelle l'implantation de ces deux grands partis est complémentaire. Il faut maintenant se demander s'il y a concurrence entre ces deux partis de droite qui dans ce cas cherchent à conquérir un même « marché », ou répondent aux deux différentes représentations de la droite italienne.

Forza Italia et l'AN

Même si les scores de FI restent plus ou moins importants dans toutes les provinces italiennes, il existe une certaine complémentarité géographique entre ce dernier et l'AN. En effet, là où l'AN réalise ses meilleurs scores, FI ne rencontre pas le même succès. Ainsi, le parti héritier du MSI a ses fiefs dans l'Italie centrale, principalement dans sa partie tyrrhénienne ; les fiefs de FI, eux, sont situés dans le nord-ouest du pays : ils se situent dans le bassin du Tessin, et au sud dans les Pouilles et en Sicile, où il dépasse largement la barre des 30 %.

Pourtant, comme John Agnew²⁰ l'a souligné, FI peut être considérée aujourd'hui comme le seul parti d'envergure nationale. Sa présence presque homogène sur le territoire ne doit pourtant pas masquer le fait que son poids dans le nord du pays, d'est en ouest, compense une traditionnelle faiblesse de l'AN dans ces mêmes provinces.

20. J. AGNEW, « The dramaturgy of horizons : geographical scale in the "Reconstruction of Italy" by the new Italian political parties, 1992-95 », *Political Geography*, vol. 16, n° 2, Pergamon, février 1997.

Quelques explications sont ici nécessaires pour comprendre les raisons de cette implantation, raisons enracinées dans l'histoire républicaine de l'Italie. Le Nord, avec la guerre civile, a développé un sentiment antifasciste qui a longtemps empêché l'implantation du MSI. Deux exceptions cependant existent : Trieste et Bolzano. A Trieste, l'occupation yougoslave à la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'exil des Italiens de la région d'Istrie, ayant entraîné la perte de tous leurs biens, a marqué pour toujours les habitants de cette ville. Le MSI s'est alors présenté comme le seul défenseur des prétendus droits italiens en Istrie et en Dalmatie, accusant le PCI d'avoir été complice de l'armée yougoslave. Cette question pèse encore lourd dans le succès du MSI et de l'actuelle AN.

Dans le cas de Bolzano, on doit se reporter à la question de la minorité tyrolienne présente dans cette province. Des décennies de luttes ont permis à cette minorité d'acquérir des droits et des privilèges qui sont ressentis par les Italiens comme une atteinte à leurs propres droits de citoyens. Cette représentation a été véhiculée par le MSI qui s'est, là encore, présenté comme l'unique défenseur des droits italiens. Le reste de l'Italie du Nord, et plus particulièrement la région alpine, était alors pour ce parti zone interdite. Aujourd'hui, la géographie a changé et la province de Verbania, dans le Nord-Ouest, est à présent un fief de l'AN. Cette province, très récente, est née au début des années quatre-vingt-dix de la province de Novare. Sa particularité tient à deux facteurs qui sont, d'une part, la présence de la personnalité charismatique qu'est Marco Zacchera²¹ et, d'autre part, l'affaiblissement des deux sources de pouvoir dans cette zone : la Banca Popolare di Novara (BPN) et le courant politique de l'actuel président de la République, Oscar Luigi Scalfaro²². En effet, la BPN représentait le principal lieu de pouvoir et l'origine de toute décision politique et économique de la province de Novare. Le courant politique de M. Scalfaro faisait partie de ce réseau entre institutions économiques locales et partis politiques.

La perte de légitimité de la BPN dans toute la province de Novare, et donc dans la jeune province de Verbania, a permis l'apparition de nouveaux acteurs. Cette perte de légitimité est due à la crise économique, mais aussi à une image ternie par une série de petits scandales qui ont éclaboussé les principaux dirigeants de cette

21. Consultant commercial, diplômé de la prestigieuse université Bocconi de Milan, 46 ans, membre et dirigeant depuis sa jeunesse du MSI, responsable national de la commission des organismes locaux de l'AN, encore aujourd'hui conseiller municipal de Verbania et député au parlement national.

22. M. SANTORO, « La Chiesa, la banca, la Lega. Ceto politico e mercato elettorale a Novara », dans *Cavalieri e Fanti*, dirigé par P. CORBETTA, A. M. L. PARISI, Il Mulino, Bologne, 1997.

banque. Par ailleurs, l'affaiblissement du courant politique de Scalfaro est lié à son élection au Quirinal, qui l'a éloigné encore davantage de sa ville, Novare, provoquant une rivalité pour son éventuelle « succession ». Cette nouvelle situation a profité à un personnage, connu depuis des années, proche du patronat et particulièrement des petits entrepreneurs et commerçants : il s'agit de Marco Zacchera. Son image de droite modérée – ni ultra-libérale, ni populiste – a su s'imposer dans un tissu économique riche de PME et de grandes industries. Cette présence a permis au parti d'obtenir un poids important de Turin jusqu'à Novare, en passant par Vercelli et bien sûr Verbania, qui reste son épicentre.

FI est aussi largement représentée dans cette partie de l'Italie, mais à la différence de l'AN, elle est mieux implantée dans la zone de Milan et dans le sud-ouest de la Lombardie où elle atteint des pourcentages de 25 % à 30 %, ainsi que dans la province de Cuneo et celle d'Imperia. Si dans cette dernière, l'AN connaît un score très important, jusqu'à 17 % des suffrages, Cuneo en revanche a toujours été la province la plus difficile à conquérir pour ce parti. Mais elle est un des points de référence pour FI et les partis catholiques de droite, le CCD et le CDU²³. Cette province a toujours été un fief important de la Démocratie chrétienne, comme le sont les provinces alpines qui vont de Biella à Sondrio. Ici, à la différence du Nord-Est italien, la base catholique est plus conservatrice ; de plus, une forte opposition existe entre ces provinces alpines traditionalistes et la province de Turin, très industrialisée, avec une large présence ouvrière et immigrée.

Aujourd'hui, cette zone est avant tout fertile pour la Ligue du Nord, pour FI et pour les petits partis catholiques : seuls le PDS et Refondation Communiste à gauche, et l'AN à droite connaissent des difficultés dans cette partie de l'Italie du Nord. C'est ici que l'on trouve l'électorat modéré, centriste, catholique, partagé aujourd'hui entre la Ligue du Nord et la droite modérée. Mis à part les grandes villes comme Turin et Milan, il ne reste que peu de place à une gauche coincée entre la représentation de droite libérale et européenne donnée par FI, et la représentation de sécession et de défense de l'identité locale donnée par la Ligue du Nord. Cet ensemble est délimité à l'est par la province de Trieste et, à l'ouest, par la province de Turin. Dans ces deux provinces, l'AN et la gauche

23. Centre chrétien démocratique, créé à partir de l'ancienne Démocratie chrétienne lorsqu'elle est devenue le Parti populaire italien, dirigé par M. Cassini, né à Bologne, ancien dauphin de A. Forlani, et par M. Mastella, ancien leader de la Démocratie chrétienne à Bénévent. – Chrétiens démocrates unis, nés de la scission du Parti populaire italien provoquée par le conflit entre la direction nationale et son leader, Rocco Buttiglione, qui souhaitait s'allier avec la droite. Ce dernier est à l'origine de la création de ce parti.

peuvent à nouveau jouer un rôle de premier plan pendant les campagnes électorales.

L'AN dans la « zone rouge »

Lorsque l'on parle de « zone rouge », on parle des régions de l'Italie centrale traditionnellement de gauche et (PCI – aujourd'hui PDS – et Rifondazione Comunista). Jusqu'en 1992, l'implantation dans cette zone du MSI était très difficile, implantation freinée par l'hostilité de la population, mais surtout par celle des représentants locaux. C'est notamment le cas de l'Émilie-Romagne. Ici, les scores du MSI n'ont que rarement dépassé les 3 % sauf dans quelques cas exceptionnels où ce parti atteignait 7 % grâce à la présence d'un leader charismatique ou dans des lieux marqués par des événements historiques. On parle dans ce cas du « triangle noir » zone comprise entre Ferrare et Bologne qui fut le théâtre, pendant la guerre civile, d'exécutions sanglantes par des partisans rouges de collaborateurs de la République sociale italienne, hommes jugés proches du régime fasciste.

La situation change assez radicalement en Toscane et en Ombrie. En Toscane, le MSI n'a pas rencontré la même hostilité ni les mêmes obstacles qu'en Émilie-Romagne. Cela lui a permis une présence minimale, assurant ainsi une survie nécessaire à la mise en place d'un réseau qui, aujourd'hui, permet à l'AN d'obtenir des scores plus importants qu'en Émilie-Romagne. Aux élections législatives de 1996, en Toscane, l'AN a réalisé des scores qui vont de 12,5 % à plus de 20 %, comme dans le cas des provinces de Lucca et de Grosseto. En Ombrie, la ville de Pérouse et surtout son université ont été, pendant des décennies, des lieux privilégiés d'actions du mouvement de la jeunesse du MSI. Aujourd'hui, grâce à cette présence et à ce réseau, l'AN peut se prévaloir d'un score qui varie entre 17 % et 20 %. FI, en revanche, dans la même logique de complémentarité que j'ai précédemment évoquée, atteint un score d'environ 16,5 %, tandis qu'en Toscane ceux-ci sont compris entre 11 % et 15 %, et pour quelques exceptions, entre 15 % et 18 %. Ces scores peuvent paraître importants mais restent néanmoins largement en deçà de la moyenne nationale. En plus, dans la province de Lucca, on note une chute importante des voix aux élections parlementaires de 1996 par rapport au score de 1994.

Les élections municipales à Turin et Rome : la droite bicéphale

Les élections municipales du printemps 1997 à Turin ont été menées par deux acteurs principaux, d'une part, le maire sortant appartenant à l'alliance de gauche,

V. Castellani²⁴, et, d'autre part, R. Costa²⁵. Ces élections ont été remportées par Castellani mais avec une courte avance et après un premier tour largement remporté par Costa. Selon Bagnasco²⁶, les deux candidats n'ont pas respecté le théorème de Hotelling qui prévoit qu'un candidat de droite (ou de gauche) cherche à obtenir les voix centristes et non à conquérir les électeurs votant plus à droite (ou plus à gauche) considérés comme déjà acquis. Dans le cas de ces élections, le discours s'est radicalisé entre le premier et le second tour. Selon le sociologue de Turin, Castellani se serait imposé car il aurait seulement moins souffert de cette radicalisation de la campagne électorale.

Mais une chose nous intéresse plus particulièrement : la double représentation utilisée par le candidat de droite qui incarne les deux versants de la droite italienne, l'une définie par Bagnasco comme libérale-libériste et l'autre plus populiste et radicale.

La première trouve ses racines dans la tradition libérale et dans une bonne partie de la droite démocrate chrétienne, la seconde dans le MSI, et plus précisément dans la plupart de l'électorat monarchiste et du FdUQ²⁷. On retrouve cette double représentation dans toute la péninsule.

Le cas de Rome après les élections municipales de l'automne 1997 est un exemple très intéressant. Le maire sortant, Rutelli, opposé au président de l'association des industriels, Borghini, a été réélu au premier tour.

Déjà, en 1993, Rutelli l'avait emporté face au candidat Fini, leader du MSI. Pour la première fois, un candidat de ce parti parvient à obtenir un score aussi élevé dans la capitale; mais après cette défaite honorable, G. Fini abandonne définitivement ses prérogatives à la mairie de Rome, sans participer à aucun conseil municipal, se consacrant uniquement à son rôle de leader national. Le président du groupe de l'AN au conseil municipal est Teodoro Buontempo (dit *Er pecora*, ce qui veut dire « la brebis ») qui représente le leadership du parti dans la capitale. Il incarne la figure du traditionnel militant extrémiste du MSI attaché aux traditions fascistes, adoptant une attitude xénophobe et prêt à l'affrontement phy-

24. Professeur à Polytechnique, sans aucune expérience politique importante, très connu des associations catholiques.

25. Député, ancien ministre de la République, dernier secrétaire général du Parti libéral.

26. A. Bagnasco, « Torino : cauto elogio dell'elettore razionale », *Il Mulino*, année XLVI, n° 371, mai-juin 1997, p. 462-471, Bologne.

27. Fronte dell'Uomo Qualunque, mouvement populiste fondé par M. Giannini qui rejetait tous les partis et plus particulièrement ceux provenant du FLN.

sique. Au congrès de Fiuggi²⁸, T. Buontempo avait choisi de rejoindre l'AN afin de représenter l'aile populiste au sein du tout nouveau parti.

Aux élections de 1997, il a donc fallu à l'alliance de droite trouver un candidat représentant les deux droites. *Er pecora*, qui semblait au départ le candidat le plus désigné, ne pouvait satisfaire la branche modérée de la droite italienne. Le choix s'est alors porté sur le président des industriels dont l'image était en tout opposée à celle de M. Buontempo. Rutelli donné largement vainqueur, il a été très difficile de désigner un candidat voué très vraisemblablement à l'échec (pour cette raison, on s'est aussi refusé à proposer une nouvelle candidature de G. Fini).

On voit bien dans cette situation qu'il existe pour chacun des deux personnages une représentation différente : la libérale-libériste incarnée par le candidat officiel à la mairie, M. Borghini ; la populiste incarnée par M. Buontempo, véritable chef de file de la campagne au niveau local. Ainsi, la presse et l'opinion publique au niveau national renverront l'image modérée et libérale de M. Borghini, tandis que l'électeur romain de droite continuera de voir M. Buontempo comme le représentant légitime de l'alliance de droite, plus proche du terrain, du centre-ville à la banlieue. De plus, une fois les élections passées, Buontempo pourrait reprendre légitimement sa place de leader au sein de l'AN, force principale dans la capitale. Cette attitude bicéphale, comportant un niveau local et un niveau national, risque de se reproduire dans d'autres lieux de la péninsule.

Conclusion à partir d'un cas exemplaire : Avellino

Le cas d'Avellino résume nos critiques de la vision traditionnelle de la droite en Italie : la simplification Nord/Sud et la représentation nationale comme s'adaptant au niveau local.

Après la guerre, Avellino est devenu un fief des partis monarchistes, et ensuite de la DC. Ce dernier parti est composé de deux courants principaux, faisant référence chacun à un leader de niveau national : Ciriaco De Mita²⁹ et Gerardo Bianco³⁰. Lors de la déstructuration de la DC en 1994, plusieurs dirigeants de l'an-

28. Au début de 1995, à Fiuggi près de Rome, s'est tenu le dernier congrès du MSI, devenu définitivement l'AN. A cette occasion, le courant extrémiste attaché aux valeurs héritées du régime mussolinien et de la RSI a fait scission avec comme chef de file Pino Rauti.

29. Ciriaco De Mita, député, président du Conseil depuis le 12 avril 1988 au 19 mai 1989, ancien secrétaire général de la DC.

30. Gerardo Bianco, député, secrétaire général du PPI, succède à Buttiglione après la scission provoquée par ce dernier, donnant lieu à la naissance du CDU. Il est resté en charge jusqu'au congrès du PPI de 1997, où Marini lui succède.

cien parti, appartenant aux courants de droite comme de gauche, décident de rejoindre M. Mastella³¹ dans la formation du CCD. Le nouveau parti permet de satisfaire leurs aspirations de carrière, frustrées à la direction du PPI, dont le sommet restait toujours occupé par les mêmes personnalités politiques. Les dirigeants arrivés au CCD trouvent leur place dans l'alliance avec FI, profitant d'un parti jeune et sans personnalités fortes.

En 1996, le même scénario se reproduit : une partie du PPI part vers la droite, et en particulier le jeune député Gianfranco Rotondi, avec d'autres dirigeants, appartenant au courant de Bianco « Proposta 80 », qui était considéré de gauche. Rotondi devient le fondateur du CDU³² à Avellino, parti qui sera allié de la droite. En même temps, le CCD accueille parmi ses membres la plupart des dirigeants du PSI et du PSDI³³.

Domenico Fruncillo³⁴ explique d'une façon remarquable ce contexte pour affirmer qu'à un niveau local l'offre politique n'a pas changé. Je considère cette analyse incomplète, car le cas d'Avellino nous montre que si, au niveau national, la droite est jugée simplement comme l'ensemble allant de la droite de la DC jusqu'au MSI, au niveau local, en réalité, la situation est beaucoup plus complexe. Certaines forces de gauche de la DC ainsi que des dirigeants du PSI et du PSDI ont rejoint l'alliance de droite, ce qui rend la droite assez hétérogène.

Un autre élément qui diversifie la droite au niveau local est la participation des catholiques. Selon Putnam, le catholicisme italien est partagé en deux : le premier, dominé par l'associationnisme et la solidarité, et le second, plus formel et moins touché par les aspects sociaux. Cette division se reflète dans une dichotomie géographique : le premier caractériserait le Nord, alors que le second serait présent dans le Sud.

31. Mastella, né à Benevento, ancien député et leader local de la DC, quitte ce parti pour fonder le CCD dans la coalition de droite. Il est aujourd'hui président du CCD et leader absolu des catholiques de droite de toute la région. Mastella est une des voix les plus critiques à l'égard du leadership de Berlusconi dans son alliance. Il est aussi l'un des principaux personnages à la base de la construction d'un unique et grand parti catholique de centre.

32. Chrétiens démocratiques unis, le parti né de la deuxième scission du PPI, lorsque son secrétaire général, Rocco Buttiglione, refuse de respecter la volonté de sa direction nationale : s'allier avec la gauche. Il décide de faire scission, fonde le CDU et s'allie à droite avec Berlusconi.

33. Parti socialiste italien et Parti social-démocrate italien disparaîtront presque du paysage électoral d'Avellino entre 1994 et 1996.

34. D. Fruncillo, « Dalla DC ai Popolari : la sopravvivenza della vecchia classe dirigente nel nuovo sistema politico ad Avellino », dans *Cavalieri e Fanti, op.cit.*, p. 329-407.

Mais le cas d'Avellino montre aussi les limites de cette perspective. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les ACLI³⁵ ont été alliées du PCI-PDS pour la campagne du référendum qui portait sur le changement de loi électorale. Cet exemple montre que les deux types de catholicisme peuvent coexister dans le Sud. Si depuis toujours, dans le Nord (par exemple, à Novare ou à Turin), les associations catholiques ont un rôle fondamental dans le choix politique des modérés, désormais ce phénomène peut aussi se retrouver au sud.

Les événements de la campagne électorale d'Avellino entre 1994 et 1996, et aussi les autres cas analysés par cet article, nous montrent que les partis politiques agissent à des niveaux différents, local et national, sans qu'il existe forcément une relation cohérente entre les deux. On assiste parfois à une compétition entre niveau local et national, et de plus en plus les institutions locales l'emportent. Pour pouvoir comprendre des actions et des représentations ayant lieu à un niveau, l'analyse de l'autre devient nécessaire. La diversité du territoire italien nous impose une étude qui dépasse la simple dichotomie Nord/Sud et qui motive une analyse plus articulée et plus attentive des différents cas. Il ne s'agit pas pour cela de se concentrer seulement sur l'échelle locale, mais de prendre en considération les choix et les stratégies d'un parti à plusieurs niveaux d'analyse.

Conclusion : le changement politique italien est-il définitif ?

Si l'Italie est en train de vivre une nouvelle période de sa vie politique et institutionnelle, il est aussi vrai que beaucoup d'acteurs politiques cherchent à ramener la situation à ce qu'elle était avant 1992. Nous avons analysé la position des centristes, mais nous pourrions aussi parler d'une gauche divisée qui cherche à se reconstruire. Cela est notamment le cas de l'archipel socialiste qui est en train de se recomposer derrière le nouveau leader Claudio Martelli, jadis vice-secrétaire du PSI à l'époque de Bettino Craxi. D'un côté, on voit la volonté de reconstituer la DC (ou un parti qui pourrait lui ressembler), et, de l'autre, la gauche divisée et très polémique, entre PDS, RC et récemment cette « exhumation » du PSI³⁶.

Si nous voulions individualiser l'élément qui pourrait empêcher ce retour en arrière, nous pourrions le trouver dans les forces de droite. Plus exactement du côté de la droite de l'ancienne DC, qui aujourd'hui vote pour la Ligue dans le

35. Association catholique des travailleurs italiens.

36. Lire dans *la Repubblica* du 8 février 1998, p. 7, « I socialisti tornano e incoronano Martelli ».

HÉRODOTE

nord-est de l'Italie et pour l'AN dans le centre et dans le nord-ouest du pays. Cet électorat est désormais fidélisé et il est peu probable qu'il puisse un jour retourner vers un centre catholique unique. C'est donc cette fidélisation qui représente le seul point ferme d'une bipolarisation qui autrement serait fragile. Il n'en va pas de même dans le sud de l'Italie, car l'électorat est loin d'être fidélisé à un seul parti. Il suffit pour cela de regarder les disputes entre le CCD, FI et l'AN en Sicile. Mais c'est surtout dans cette partie de la botte italienne qu'il faut mener une analyse fine du territoire, ce qui donnerait la preuve d'une géopolitique depuis toujours riche de diversité et qui réservera beaucoup de surprise dans le futur.

ITALIE, LA QUESTION NATIONALE

Depuis la fin des années quatre-vingt, la géopolitique de l'Italie connaît des soubresauts qui traduisent, sur le plan électoral, une situation pour le moins instable. Après quarante ans de domination, la Démocratie chrétienne s'est effondrée et les autres grands partis classiques ne vont guère mieux. L'une des raisons de ces changements sont les bouleversements politiques à l'Est qui ont levé la menace communiste que le puissant PCI, aux dires des dirigeants de la DC, faisait peser sur l'Italie : d'où la fin de l'union sacrée des partis hostiles au communisme à l'origine de toutes les coalitions gouvernementales pendant quarante ans. Par ailleurs, le rejet d'une classe politique corrompue, dont certains grands leaders sont même accusés de connivence avec la mafia, a facilité l'apparition de nouvelles forces politiques. Or celles-ci posent toutes, mais de façon contradictoire, la question de la Nation, comme le montrent les analyses critiques de leurs positions proposées dans ce numéro d'*Hérodote*.

Ce débat sur la Nation alimente une réflexion sur l'unité réelle de l'Italie dans le passé récent mais aussi sur les changements économiques et sociaux d'aujourd'hui. Longtemps on a parlé de deux Italies – le Nord et le Mezzogiorno –, puis de trois Italies – le Nord, le Centre et le Sud. Ces changements politiques s'accompagnent d'un développement de la démocratie qui favorise les débats entre citoyens à propos de l'État, du fédéralisme, du statut des régions. Tout ceci permet l'expression de particularités régionales tant économiques que sociales et culturelles, qui révèlent l'image d'une Italie beaucoup plus diverse qu'on ne le percevait jusqu'alors.

Ce numéro a été réalisé avec l'importante collaboration de chercheurs italiens.

Éditorial, *Béatrice Giblin*. – Question nationale et question démocratique en Italie, *Gian Enrico Rusconi*. – La mémoire divisée des Italiens, *Mario Isnenghi*. – Changement social dans une période de changement politique, *Arnaldo Bagnasco*. – L'Italie et son armée : une relation difficile et tourmentée, *Luigi Calligaris*. – Régionalismes économiques et régionalismes politiques en Italie, *Carlo Trigilia*. – Les grands entrepreneurs italiens et la question de l'unité nationale, *Ignazio Cipolletta*. – Les politiques étrangères et de défense en Italie depuis la chute du mur de Berlin, *Alfio Sciarra*. – Les nouveaux rapports de force électoraux en Italie, *Giuseppe Bettoni*. – L'indépendantisme sicilien dans le contexte de la crise de l'État sicilien, *Marc Dana*. – L'antisémitisme en Italie : les discordances entre la mémoire et l'histoire, *Marie Anne Matard-Bonucci*.



Editions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris